

N° 5771 INS/DG/DRP/SDRF/SMA/BSM

Avis d'Appel d'Offres National Restreint N°01/AONR/INS/CIPM/2026 du 05/10/2026 pour la souscription d'une police d'assurance maladie, accident, évacuation sanitaire et assistance au profit du personnel de l'institut national de la statistique, au titre de l'exercice 2027.

ADDITIF N°1 :

Le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique, Maître-d'Ouvrage, informe les soumissionnaires intéressés par l'**Avis d'Appel d'Offres National Restreint** ci-dessus cité des modifications ci-après :

PIECE N°1 : AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)

15. Critères d'évaluation

15. 1 Critères éliminatoires

Au lieu de :

- 1) Note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
- 2) Absence de l'agrément CIMA dans les branches concernées ;
- 3) Absence du cautionnement de soumission timbré et accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt de Consignation (CDEC) ;
- 4) Absence définitive d'une pièce administrative conforme après un délai de 48 heures ;
- 5) Fausse déclaration, falsification ou substitution des documents ;
- 6) Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- 7) Toute compagnie ayant fait l'objet d'une exclusion dans la commande publique pour prestations non exécutées ou pour défaillance dans les cinq dernières années ;
- 8) Absence de bureaux directs ou toute autre représentation dans plus de quatre (05) régions du Cameroun ;
- 9) **Absence des états C4 et C11 pour les années 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024 dûment certifiés par les services compétents du Ministère en charges des Finances ;**
- 10) Présence d'information financière dans l'offre administrative ou technique ;
- 11) Absence des TDR et CCAP paraphés à chaque page, signés, datés et cachetés à la dernière page, signature portant la mention manuscrite (lu et approuvé) avec tampon, nom et qualité du signataire ;
- 12) offre financière anormalement basse (enveloppe inférieure à 95% du budget) ;
- 13) la non-conformité du mode de soumission ;
- 14) de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- 15) l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- 16) Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- 17) mise sous administration provisoire ou de redressement du soumissionnaire par la CIMA ;
- 18) non-respect du format de fichier des offres.

Lire plutôt :

- 1) Note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
- 2) Absence de l'agrément CIMA dans les branches concernées ;
- 3) Absence du cautionnement de soumission timbré et accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt de Consignation(CDEC);
- 4) Absence définitive d'une pièce administrative conforme après un délai de 48 heures ;
- 5) Fausse déclaration, falsification ou substitution des documents ;
- 6) Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- 7) Toute compagnie ayant fait l'objet d'une exclusion dans la commande publique pour prestations non exécutées ou pour défaillance dans les cinq dernières années ;
- 8) Absence de bureaux directs ou toute autre représentation dans plus de quatre (05) régions du Cameroun
- 9) **Absence des états C4 et C11 pour les années 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025 dûment certifiés par les services compétents du Ministère en charges des Finances ;**
- 10) Présence d'information financière dans l'offre administrative ou technique ;
- 11) Absence des TDR et CCAP paraphés à chaque page, signés, datés et cachetés à la dernière page, signature portant la mention manuscrite (lu et approuvé) avec tampon, nom et qualité du signataire ;
- 12) offre financière anormalement basse (enveloppe inférieure à 95% du budget) ;
- 13) la non-conformité du mode de soumission ;
- 14) de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- 15) l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- 16) Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- 17) mise sous administration provisoire ou de redressement du soumissionnaire par la CIMA ;
- 18) non-respect du format de fichier des offres.

PIECE N°3 : REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)

Critères éliminatoires :

Au lieu de :

- 1) Note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
- 2) Absence de l'agrément CIMA dans les branches concernées ;
- 3) Absence du cautionnement de soumission timbré et accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt de Consignation(CDEC);
- 4) Absence définitive d'une pièce administrative conforme après un délai de 48 heures ;
- 5) Fausse déclaration, falsification ou substitution des documents ;
- 6) Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- 7) Toute compagnie ayant fait l'objet d'une exclusion dans la commande publique pour prestations non exécutées ou pour défaillance dans les cinq dernières années ;
- 8) Absence de bureaux directs ou toute autre représentation dans plus de quatre (05) régions du Cameroun ;
- 9) **Absence des états C4 et C11 pour les années 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024 dûment certifiés par les services compétents du Ministère en charges des Finances ;**
- 10) Présence d'information financière dans l'offre administrative ou technique ;



CAMEROUN • CAMEROON

- 11) Absence des TDR et CCAP paraphés à chaque page, signés, datés et cachetés à la dernière page, signature portant la mention manuscrite (lu et approuvé) avec tampon, nom et qualité du signataire ;
- 12) offre financière anormalement basse (enveloppe inférieure à 95% du budget) ;
- 13) la non-conformité du mode de soumission ;
- 14) de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- 15) l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- 16) Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- 17) mise sous administration provisoire ou de redressement du soumissionnaire par la CIMA ;
- 18) non-respect du format de fichier des offres.

Lire plutôt :

Critères éliminatoires :

Au lieu de :

- 1) Note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
- 2) Absence de l'agrément CIMA dans les branches concernées ;
- 3) Absence du cautionnement de soumission timbré et accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt de Consignation (CDEC) ;
- 4) Absence définitive d'une pièce administrative conforme après un délai de 48 heures ;
- 5) Fausse déclaration, falsification ou substitution des documents ;
- 6) Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- 7) Toute compagnie ayant fait l'objet d'une exclusion dans la commande publique pour prestations non exécutées ou pour défaillance dans les cinq dernières années ;
- 8) Absence de bureaux directs ou toute autre représentation dans plus de quatre (05) régions du Cameroun
- 9) **Absence des états C4 et C11 pour les années 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025 dûment certifiés par les services compétents du Ministère en charges des Finances ;**
- 10) Présence d'information financière dans l'offre administrative ou technique ;
- 11) Absence des TDR et CCAP paraphés à chaque page, signés, datés et cachetés à la dernière page, signature portant la mention manuscrite (lu et approuvé) avec tampon, nom et qualité du signataire ;
- 12) offre financière anormalement basse (enveloppe inférieure à 95% du budget) ;
- 13) la non-conformité du mode de soumission ;
- 14) de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- 15) l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- 16) Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- 17) mise sous administration provisoire ou de redressement du soumissionnaire par la CIMA ;
- 18) non-respect du format de fichier des offres.

Yaoundé le **29 OCT 2026**
LE DIRECTEUR GENERAL

Ampliations :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- Président CIPM /INS ;
- Affichage/Chronos

 *Joseph Tedou*